

Sujet :

En vous appuyant sur les articles extraits du dossier « Le Libéralisme » du Monde Diplomatique mai 2012, vous expliquerez comment le protectionnisme apparaît comme une solution aux crises.

Texte 1 : Entre soumission et rébellion

A l'heure où les Français sont appelés aux urnes, l'existence d'une alliance entre classes populaires et classes moyennes semble une évidence pour une large partie de la gauche, adepte d'un « front » qui se voudrait, selon les sensibilités, « antisarkozyste », « antilibéral » ou tout simplement « de gauche ». Mais l'absence de réflexion tactique approfondie occulte un fait historique : ce type de coalition s'est le plus souvent soldé par l'abandon des projets de transformation sociale les plus avancés au profit de réformes qui, si elles permettaient des progrès, demeureraient d'une portée limitée. D'où la nécessité de revenir sur un certain nombre d'expériences politiques afin de déterminer à quelles conditions une telle alliance pourrait aujourd'hui être envisagée.

Lors de la Révolution française, la volonté d'en finir avec l'Ancien Régime rassemble au départ des couches sociales très hétérogènes. Sous la pression populaire et devant la menace du chaos, des représentants de catégories privilégiées en viennent à se révolter au cours de la nuit du 4 août 1789. Cette révolution accélère la montée en puissance de groupes sociaux disparates, se situant entre la noblesse et la paysannerie, et qui n'ont souvent en commun que la propriété d'un petit capital ou un certain niveau d'éducation : entrepreneurs, marchands, commerçants, petits propriétaires terriens ou immobiliers, avocats, médecins, lettrés, magistrats... La phase de radicalisation de la révolution, entre 1792 et 1794, est interrompue par la réaction thermidorienne, qui laisse place à un régime dans lequel la « grande bourgeoisie » (banquiers, gros industriels, hauts fonctionnaires...) pourra s'épanouir — avec la révolution de 1830 — comme la nouvelle classe dominante, au détriment de l'aristocratie.

Dans cette configuration sociale, et sous l'effet de l'industrialisation, les effectifs du prolétariat ne cessent de croître. Les conditions de travail et de vie de cette classe ouvrière naissante soulèvent une nouvelle « question sociale » qui s'impose lors de la vague révolutionnaire de 1848. (...)

Dominique Pissolle

Texte 2 : Le retour du protectionnisme et la fureur de ses ennemis

Aides massives aux industries automobiles, montée des droits de douane... A la faveur de la crise économique, la question du protectionnisme revient sur le devant de la scène. Bien sûr, les tenants du libre-échange ne désarment pas. Mais, pour beaucoup de leurs critiques,

instaurer des quotas et relever les tarifs douaniers pour les produits en provenance des pays émergents (la Chine et ses voisins, notamment) apparaît comme le meilleur moyen de protéger le marché intérieur des pays européens et de relever les salaires.

L'ampleur et la profondeur de la crise ont réactivé le débat sur le protectionnisme. Débat sensible si l'on en juge par la virulence des défenseurs du libre-échange, transformé en fétiche. Avec une présentation des faits qui travestit la vérité par ignorance ou dessein, le protectionnisme apparaît comme un véritable tabou. Le refus d'identifier le libre-échange comme cause de la tourmente actuelle montre que ses partisans ont quitté l'univers de la réflexion pour entrer dans celui de la pensée magique.

Le libre-échange entraîne un double effet dépressif, direct sur les salaires, et indirect à travers la concurrence fiscale qu'il rend possible. En effet, pour préserver l'emploi, les gouvernements des pays dont les entreprises sont soumises directement à la concurrence de la production à bas coûts et à faible protection sociale tentent de préserver le niveau des profits sur leur territoire (condition nécessaire pour éviter les délocalisations) en transférant les cotisations sociales des entreprises vers les salariés. A la pression sur les salaires vient donc s'ajouter une fiscalité plus injuste et une réduction des prestations sociales (le salaire indirect). Cela contribue à peser sur le revenu de la majorité des ménages, qui ne peuvent maintenir leur niveau de consommation que par un recours croissant à l'endettement, au moment même où leurs ressources financières deviennent plus fragiles.

Au cœur de la crise ne se trouvent donc point les banques, dont les désordres ne sont ici qu'un symptôme, mais bien le libre-échange, dont les effets sont venus se combiner à ceux de la finance libéralisée.

Aux Etats-Unis, la part de la rémunération du travail dans le revenu national est tombée à 51,6 % en 2006 — son point historique le plus bas depuis 1929 —, contre 54,9 % en 2000. Pour la période 2000-2007, l'accroissement du salaire réel médian n'a été que de 0,1 %, tandis que le revenu du ménage médian baissait de 0,3 % par an en termes réels. La réduction a été plus forte pour les ménages les plus pauvres. Au cours de la (...)

Jacques Sapir, mars 2009

Texte 3 : En Chine, des « petits prospères » peu soucieux de démocratie

Le droit de vote ? Les couches moyennes — celles qui ont accédé à la « petite prospérité », selon l'expression en usage à Pékin — finiront par l'imposer, nous dit-on. Mais les expériences de la Corée du Sud ou de Taïwan contredisent ce pronostic.

Les nouvelles classes moyennes (techniciens, employés de bureau, entrepreneurs individuels, etc.), qui jouissent d'un revenu confortable sans pour autant être riches, constituent dorénavant le quart de la population chinoise et près de la moitié des urbains. Pour une partie des observateurs — ceux qui s'expriment dans les médias —, elles apparaissent comme le seul groupe capable de démocratiser le pays. Instruites, bien rémunérées, elles auraient la particularité d'être à la fois facteur de stabilité et de changement politique. De stabilité en raison de leur attachement au confort, à la propriété, au calme, mais aussi parce qu'elles privilégieraient des solutions raisonnables lors des conflits sociaux : la négociation, le

compromis plutôt que la violence. De changement politique parce qu'elles sont censées être en meilleure position que toute autre couche sociale pour défendre leurs intérêts, et donc pour imposer au Parti communiste un processus de démocratisation.

Chercheurs, journalistes et fonctionnaires estiment que l'histoire de toutes les sociétés modernes révèle le rôle crucial joué par les classes moyennes dans une dynamique de démocratisation. En Chine, il est devenu commun d'affirmer que l'Europe et les Etats-Unis doivent leur modernité politique à l'action de ces couches éclairées — que l'on ne distingue souvent pas très nettement de la bourgeoisie. Peu importe que l'apparition de la démocratie représentative soit bien antérieure à l'émergence des nouvelles classes moyennes ; peu importe qu'en France ou aux Etats-Unis leur comportement politique n'ait pas été particulièrement progressiste. Peu importe, enfin, que les « nouveaux mouvements sociaux » des années 1960 et 1970 aient contribué, par l'action d'une petite frange de militants (intellectuels, étudiants, quasi-professionnels de la contestation), à moderniser le capitalisme et à permettre à des groupes longtemps maltraités (homosexuels, minorités ethniques) de s'y intégrer, plus qu'à le mettre en péril. Le mythe continue de prospérer, et l'« expérience »

Jean-Louis Rocca